

Initiatives ministérielles

«et qu'en outre, le Canada cherche à obtenir du Conseil de sécurité l'assurance que les pays ne mèneront pas d'opérations militaires offensives contre l'Irak à moins d'agir à la demande des Nations Unies, avec l'autorisation expresse du Conseil de sécurité».

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, je me réjouis de ne pas avoir eu à attendre davantage pour participer à ce débat sur cette très importante question.

Depuis le début du mois d'août, dans ma circonscription de Dartmouth, les gens parlent surtout d'une chose, bien qu'ils abordent parfois des questions comme l'odieuse TPS que le gouvernement veut imposer, ses programmes sociaux rétrogrades et ses mesures qui nuisent à l'économie.

Je représente une circonscription assez spéciale. En effet, elle s'étend jusqu'aux rives du port de Halifax. Ma circonscription, qui comprend la ville de Dartmouth, est empreinte de traditions militaires très fortes. Son panorama comprend le bassin Bedford où les convois alliés avaient l'habitude de s'assembler avant d'entreprendre la traversée pour aller défendre nos libertés menacées lors de la Seconde Guerre mondiale.

Tout comme ils avaient naguère l'habitude de s'assembler dans le port pour souhaiter bon voyage à leurs hommes, les habitants de ma circonscription de Dartmouth ont maintenant l'habitude d'agir de même pour souhaiter bon voyage à leurs hommes et à leurs femmes qui ont choisi de consacrer leur vie au service du Canada dans le cadre de nos forces armées.

C'est volontiers que je participe aujourd'hui à ce débat, car que je sache, pas une seule circonscription du Canada a été plus touchée que celle de Dartmouth par la décision du gouvernement de dépêcher au Moyen-Orient les NCSM *Athabasca*, *Terra Nova* et *Protecteur*.

Il y a environ 924 hommes et femmes à bord de ces trois navires. Ma collègue de Halifax ne sera peut-être pas d'accord avec ma répartition, mais au moins 50 p. 100 et peut-être même 60 p. 100 de ces 924 militaires habitent la circonscription de Dartmouth. La plupart des autres vivent dans la circonscription de Halifax.

Je tiens à dire en premier lieu que j'appuie en principe la décision du gouvernement canadien de condamner l'invasion du Koweït par l'Irak et de se joindre ensuite aux Nations Unies et à plusieurs pays du monde pour dire: «On ne peut tolérer ce genre d'activités sans réagir. Le Canada participera au blocus naval de l'Irak.» J'appuie cette décision.

C'est dans la plus pure tradition des Forces armées canadiennes que d'aller protéger la souveraineté des États et les libertés de leurs habitants quand on fait appel à elles. Mais il y a un problème. C'est quand le gouvernement a pris cette décision sans précédent, à cause des événements extraordinaires qui secouaient le Moyen-Orient.

Quand l'Irak a décidé d'envahir l'État souverain du Koweït, le gouvernement a oublié un détail fondamental, soit qu'il devait rappeler le Parlement afin que les députés canadiens, la population canadienne et les membres des Forces armées canadiennes et leurs familles puissent être informés des motifs de sa décision. Mais ce n'est pas ce que le gouvernement a fait, en cet été où il sortait rarement de sa cachette, et où le premier ministre en particulier ne tenait pas à se montrer car il était vertement critiqué pour sa politique économique, sa démarche constitutionnelle et il avait perdu la confiance des électeurs. Alors même qu'il prenait cette décision sans précédent, celle d'envoyer notre marine canadienne à ce qui allait probablement devenir le théâtre des hostilités, il n'a pas agi comme son devoir lui dictait de le faire, soit de rappeler immédiatement le Parlement pour obtenir un consensus national, de façon que nos militaires canadiens sachent, avant de quitter le pays, que toute la population les appuyait.

Ce n'est pas une mince erreur. J'en ai discuté avec de nombreux habitants de ma circonscription qui ont toute leur vie servi notre pays dans les Forces armées canadiennes, et ces gens m'ont dit qu'ils étaient fiers de pouvoir contribuer à cette cause. Ils étaient fiers, même s'ils ne possédaient pas l'équipement dont devraient être munis les militaires les mieux formés du monde entier. Ils étaient fiers de faire leur part tout en étant amèrement déçus de voir que le premier ministre et le gouvernement du Canada ont opté pour un expédient politique plutôt que de faire la chose parlementaire et morale à faire, à savoir convoquer le Parlement. Le débat que nous tenons aujourd'hui, à la mi-octobre, aurait dû avoir lieu au début d'août, mais le gouvernement en a décidé autrement. C'était l'été du mécontentement national, l'été où le gouvernement s'est caché.

Notre parti a prié le gouvernement de convoquer le Parlement sur-le-champ. Nous ne nous sommes pas manifestés dans l'espoir de faire des gains mesquins sur le plan politique. Nous comprenions la gravité et la complexité des événements du Moyen-Orient. Nous comprenions les implications d'une telle action pour les pays épris de liberté s'ils refusaient de réagir. Mais nous avons compris également que nous ne vivions ni en dictature, ni